

Des salariés de l'association AFIEGO en garde à vue

Dossier de la rédaction de H2o
October 2021

Le 23 octobre, six salariés de l'association AFIEGO, partenaire locale des Amis de la Terre. Parmi les personnes arrêtées à Kampala se trouve Dickens Kamugisha, directeur de l'association. AFIEGO (Africa Institute for Energy Governance) est l'une des quatre organisations ougandaises s'étant portées parties civiles à l'action en justice lancée contre Total en France. Depuis plusieurs mois, AFIEGO est la cible de pressions et intimidations incessantes et croissantes de la part des autorités ougandaises qui veulent l'empêcher de continuer ses activités contre le mégaprojet pétrolier de Total en défense des communautés affectées et de l'environnement. Les Amis de la Terre France et Survie demandent leur libération immédiate, et appellent les autorités françaises à agir concrètement pour aider à faire cesser ces persécutions portées contre les défenseurs des droits humains en Ouganda. Ces arrestations font suite à une première arrestation, puis libération sous caution, de plusieurs salariés d'AFIEGO le 13 octobre ; et déjà en mai dernier, les Amis de la Terre France et Survie avaient lancé une alerte au moment de l'arrestation d'un salarié d'AFIEGO dans la zone pétrolière, alors qu'il accompagnait une journaliste italienne. Connue pour ses activités en défense des droits humains et de l'environnement, notamment contre le mégaprojet pétrolier de Total, AFIEGO fait partie des 54 ONG dont la suspension a été annoncée par le NGO Bureau (Bureau national des ONG, une administration semi-autonome relevant du ministère de l'Intérieur ougandais) le 20 août dernier, dans un contexte de répression croissante de la société civile. Ces derniers mois et plus encore ces dernières semaines, les pressions contre AFIEGO se sont fortement intensifiées alors que le projet pétrolier s'accroît. Dans un communiqué, AFIEGO annonce : "Il y a un effort coordonné pour faire taire les voix critiques qui s'élèvent contre la destruction de l'environnement et les violations des droits des communautés affectées par les projets pétroliers. (...) L'arrestation des salariés d'AFIEGO et de leurs partenaires vise à faire taire l'organisation et les autres voix critiques."

En avril 2020, quatre rapporteurs spéciaux des Nations Unies avaient alerté sur la situation des défenseurs des droits humains dans la région pétrolière : "Nous craignons en outre que le harcèlement dont ils font l'objet n'empêche d'autres personnes ougandaises touchées par le projet pétrolier de Total Uganda d'exercer leurs droits à la liberté d'opinion et d'expression." Des rapporteurs spéciaux des Nations unies ont de nouveau interpellé les gouvernements français et ougandais en juillet 2020, sans réponse ce jour. Dix jours après la sortie de leur nouvelle enquête Comment l'État français fait le jeu de Total en Ouganda, les Amis de la Terre France et Survie appellent le président Emmanuel Macron, le ministre des Affaires étrangères et Jules-Armand Aniambossou, ambassadeur de France en Ouganda, à montrer qu'ils ont la volonté de se placer du côté des droits humains en dénonçant publiquement ces arrestations et persécutions portées contre les défenseurs des droits humains mobilisés contre les projets pétroliers et en agissant concrètement pour aider à obtenir la libération immédiate des salariés d'AFIEGO, et l'abandon de toute poursuite.

Interviews de Dickens Kamugisha, avocat, directeur d'AFIEGO

France 24 - La Baleine, journal des Amis de la Terre